

**Commune d'ALBON**  
**Drôme**

Nombre de conseillers

En exercice :	19
Présents :	12
Votants :	15
Pour :	15
Contre :	
Nul ou blanc :	
Abstention :	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit mars, à dix-neuf heures, le Conseil municipal d'ALBON, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Philippe BECHERAS, Maire.

Date de la convocation : 22 mars 2022.

**Présents :** Mmes ROUMEAS Raphaëlle, AIME Christine, BRUNET Agnès, CHOMEL Marie-Laure, ALLEON Christiane, JOUFFROY Jessica  
M. BECHERAS Philippe, MONNIER Yves, SERIGNE Pascal, EUVRARD Julien, FOURNIER Charlie, FOURT Romaric.

**Absents excusés :** M. DELAUNAY Jean a donné pouvoir à M. MONNIER Yves  
M. DECORME Didier a donné pouvoir à Mme BRUNET Agnès  
Mme PONTUS Anne-Marie a donné pouvoir à M. BECHERAS Philippe

**Absents :** Mme OTTOGALLI Stéphanie, CHALEAT Céline, VASSY Céline et M. GUILLERMIN Serge.

Mme ROUMEAS a été nommée secrétaire de séance.

**DELIBERATION N° 05/ 2022**

**DELIBERATION PRESCRIVANT LA REVISION « ALLEGEE » n°1 DU PLU,  
DEFINISSANT LES OBJECTIFS POURSUIVIS  
ET FIXANT LES MODALITES DE CONCERTATION**

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-11, L.153-34 et L.103-2 ;  
Vu le schéma de cohérence territoriale de des Rives du Rhône dont la révision a été approuvée le 28 novembre 2019 ;  
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 27 février 2014, modifié le 25 février 2019 puis le 22 novembre 2021;

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée lorsque le projet « a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables ».

Dans ce cas, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à réduire certains espaces boisés classés dans le but de permettre la réalisation d'une station d'épuration et de favoriser le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté des lignes haute tension à la demande de RTE, Monsieur le maire propose en conséquence, une révision allégée du PLU.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

1. de prescrire la révision allégée n°1 du PLU avec pour objectifs :
  - a. de permettre l'implantation d'une nouvelle station d'épuration au hameau de St Martin des Rosiers. Les eaux usées de ce hameau sont actuellement traitées par un lagunage construit en 1980 et les effluents traités ne respectent plus les normes de rejet actuelles ce qui dégrade la qualité du milieu récepteur : le Bancel. Le site envisagé pour la construction de la nouvelle station d'épuration est traversé par un espace boisé classé. Afin de permettre le passage des canalisations, il convient donc d'en supprimer une partie,
  - b – de permettre, à la demande de RTE, de garantir le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique en supprimant quelques espaces boisés classés situés sous les lignes haute tension,
  - c – de permettre et de garantir le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté des canalisations de transport de matières dangereuses
2. d'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillés ci-dessus ;
3. de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :
  - Information de la population par voie de presse et affichage en mairie et sur les panneaux d'information de la Commune,
  - Possibilité de consigner les observations sur un registre ouvert à cet effet aux heures d'ouverture du secrétariat de la Mairie ou de faire parvenir par écrit leurs observations qui seront annexées au registre de concertation,
  - Mise à disposition du public du dossier au fur et à mesure de son élaboration
4. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision allégée du PLU ;
5. d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision allégée du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement ;
6. d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.
7. de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13.
8. Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée:
  - A Madame la Préfète de la Drôme
  - Au Président du Conseil Régional ;
  - A Madame la Présidente du Conseil Départemental ;
  - Aux présidents des Chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture ;
  - Au président du SCOT RIVES DU RHONE ;
9. Conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré à ALBON, le 28 mars 2022.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Le Maire,  
Philippe BECHERAS

